

28.01.2013 - 11:00 Uhr

Union des villes suisses: la stratégie énergétique montre la bonne voie

Berne (ots) -

L'Union des villes suisses soutient la direction donnée par la stratégie énergétique 2050. Etant donné le grand nombre de villes et de communes qui ont déjà, depuis longtemps, mis en place les premiers éléments du tournant énergétique, l'association exige que l'échelon communal soit davantage intégré dans la politique énergétique. Le projet, dans certains volets du dossier, devrait en outre s'appuyer davantage sur une vision énergétique globale.

Le nombre de villes et de communes s'engageant, par exemple au sein des Cités de l'énergie, pour une politique énergétique durable est de plus en plus grand. Elles agissent notamment en faveur de l'efficacité énergétique et misent sur les énergies renouvelables. En mai 2011 déjà, une enquête parmi les membres a révélé une nette majorité en faveur d'une sortie échelonnée de l'énergie nucléaire. Il n'en va pas autrement aujourd'hui pour la stratégie énergétique 2050, jugée, globalement, favorablement. L'Union des villes suisses soutient la volonté du Conseil fédéral de ne plus accorder d'autorisation générale pour de nouvelles centrales nucléaires. Lier la sortie du nucléaire au présent paquet de mesures est également jugé positivement.

L'Union des villes suisses émet toutefois aussi des réserves: ainsi, le paquet de mesures ne tient pas assez compte d'une stratégie énergétique globale. En outre, les mesures ne sont pas assez coordonnées avec la politique climatique. Diverses questions restent encore en suspens en prévision de l'ouverture du marché électrique et du passage prévu de l'actuel système d'encouragement à un système incitatif.

Intégrer les villes et les communes dans la loi sur l'énergie

Autre revendication essentielle de l'Union des villes suisses: les villes et les communes doivent être soient reconnues comme des acteurs de premier plan de la politique énergétique et donc intégrées, à ce titre, dans les travaux. Etant donné le rôle central joué par les villes et les communes dans la mise en oeuvre de la stratégie énergétique, le fait que la nouvelle loi sur l'énergie ne les mentionne pas est pour le moins incompréhensible. Le tournant énergétique ne réussira que si la Confédération, les cantons, les villes et les communes collaborent étroitement. Cette collaboration doit être ancrée dans la loi. Dans le même temps, les communes doivent disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour réaliser leurs objectifs, par exemple concernant la société à 2000 watts.

L'Union des villes suisses soutient certes l'élargissement du Programme Bâtiments, mais estime qu'il devrait être plus pointu. Les villes souhaiteraient aussi que les prescriptions concernant les bâtiments soient plus compatibles avec les particularismes urbains. L'Union des villes suisses considère en outre que les objectifs fixés aux fournisseurs d'électricité pour augmenter l'efficacité énergétique ne sont pas bien définis. En lieu et place, elle propose des modèles de bonus sur l'efficacité pour les clients finaux. Ces modèles ont déjà fait leurs preuves dans plusieurs villes.

Ne pas supprimer la RPC pour les stations d'épuration et les usines d'incinération

La rétribution à prix coutant du courant injecté (RPC) doit être conservée pour encourager les énergies renouvelables jusqu'au passage à des taxes incitatives. Mais l'Union des villes demande à ce qu'aucunes technologies ne soient discriminées. Si on supprime les stations d'épuration et les usines d'incinération de la RPC, comme le projet le prévoit, on renonce, sans urgence, à exploiter un intéressant potentiel d'énergies renouvelables.

L'Union des villes suisses approuve le projet de la Confédération de promouvoir les installations de couplage chaleur-force (CCF). Dans les zones densément peuplées, ces installations peuvent apporter une précieuse contribution à l'approvisionnement énergétique (courant, gaz et chaleur). Les installations CCF devraient bénéficier des mêmes conditions que les centrales à gaz à cycle combiné (CCC). Mais elles ne devraient en aucun cas être mieux encouragées que les énergies renouvelables. Il faut aussi les orienter, à long terme, sur des carburants renouvelables. Pour l'Union des villes suisses, la promotion des installations CCF devrait surtout être conçue en fonction des infrastructures des réseaux de chaleur, ce qui permettrait de tenir compte des futurs besoins de stockage.

Contact:

Martin Tschirren
Directeur suppléant de l'Union des villes suisses
Tél.: +41/31/356'32'34

Alex Bukowiecki
Directeur de l'organisation Infrastructures communales
Tél.: +41/31/356'32'40

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100731887> abgerufen werden.